

Le Président



Paris, le 9 avril 2010

Monsieur le Président de la République,

La période électorale permettant le renouvellement des assemblées régionales est maintenant achevée. De nouveaux exécutifs sont désormais en place.

Une nouvelle période s'ouvre, mais l'inquiétude des Présidents de Région demeure face à l'évolution du contexte financier et institutionnel qui se dessine.

L'approfondissement de la décentralisation, la clarification des compétences et des responsabilités entre l'Etat et les collectivités locales, comme la recherche d'une fiscalité équitable qui permette à tous, Etat-Régions-Départements-Communes, de conduire les politiques dont nous avons la charge, devraient constituer l'un des axes forts de la réforme de l'Etat et des collectivités locales.

Tous nos voisins européens ont compris que la décentralisation constituait le gage d'une meilleure efficacité des politiques publiques comme vous le souligniez vous-même dès 2001 (rappeler la citation...). Ils ont poursuivi la dynamique de la décentralisation, en renforçant notamment le rôle des Régions, au point qu'elles sont devenues des partenaires politiques et institutionnels de l'Europe.

Or, dans le même temps, la France semble marcher à reculons.

La réforme de la taxe professionnelle vient de porter un nouveau coup dur aux Régions. Qui peut encore parler d'autonomie fiscale lorsque celle-ci ne porte plus que sur 10% des recettes des Conseils régionaux? Nous dépendons désormais quasiment exclusivement de dotations de l'Etat ou d'une affectation de fiscalité nationale, ce qui évidemment est contraire au principe de responsabilité et d'efficacité de nos politiques.

La réforme des collectivités locales actuellement en débat au Parlement constitue un second motif de très grande inquiétude. Elle n'apporte à ce jour aucune vraie réponse au besoin de clarification des compétences entre l'Etat et les collectivités d'une part, entre collectivités d'autre part. Il est d'ailleurs symptomatique que les compétences de chacun se retrouvent au final confortées dans ce projet de loi. Non seulement cette réforme n'apporte pas de progrès à nos yeux, mais elle constitue surtout un terrible recul en matière de décentralisation, notamment en raison de la création du conseiller territorial. Nous sommes


persuadés que cette réforme ne peut aboutir qu'à la paralysie de nos assemblées et à créer une confusion et une opacité au niveau des décisions entre les Régions et les Départements qui n'existait pas jusqu'ici. La réduction du nombre d'élus conjugée à l'élargissement du champ de compétence de chacun, ne peut qu'asphyxier la démocratie locale et alimenter un peu plus le discrédit des politiques auprès des Français.

Nous sommes également indignés de voir la manière dont les collectivités locales et notamment les Régions ne cessent d'être stigmatisées dans le débat public. Nous considérons nos finances comme exemplaires et vous savez que nous sommes tenus par la Loi à l'équilibre de nos budgets. Il n'est plus possible que les dépenses des Régions soient dénoncées de cette manière alors que nous n'avons cessé de développer les partenariats avec l'Etat à travers les Contrats de plan hier et de projets aujourd'hui et que dans le même temps l'Etat nous sollicite financièrement de plus en plus fréquemment pour des opérations qui sont pourtant de sa seule compétence comme les lignes à grande vitesse ou le plan Campus.

Nous sortons d'une élection qui vient de désigner les nouveaux élus régionaux et leurs exécutifs. Les résultats des Présidents sortants témoignent de l'attachement des Français à leurs élus et locaux et de leur soutien.

Dans cette période charnière, nous vous sollicitons donc pour une rencontre avec les Présidents de Région, afin de pouvoir évoquer l'ensemble de ces sujets.

Dans l'attente de cette entrevue, je vous prie de croire, Monsieur le Président de la République, à l'expression de ma haute considération.



Alair ROUSSET

Monsieur Nicolas SARKOZY
Président de la République
Palais de l'Elysée
55 rue du Faubourg Saint-Honoré
75008 PARIS